

ALTERS ECHOS

SOLIDARITÉ

ALTERMONDIALISME

ÉCOLOGIE

UN CONTRAT EN EAUX TROUBLES



dessin : P. Lacan

POUR QUE L'EAU CHANGE DE CONDUITE

ÉDITO...

Local-global

L'élection régionale vient de clore le cycle des événements qui ont suivi l'émergence de l'AMP en 2004. Les difficultés du moment n'ont pas autorisé l'AMP à prendre part à ce combat là. Mais il n'est pas concevable que les divergences de point de vue effacent jusqu'au souvenir de l'enthousiasme extraordinaire avec lequel nous avons créé puis fait vivre cet objet politique d'un genre nouveau. La tentative alors inédite de fédérer simples citoyens et partis de la gauche autour d'un même projet avait suscité l'espoir de tant d'électeurs ! Le temps est venu de dresser un bilan dépassionné de cette courte et très riche histoire au cours d'une prochaine rencontre amicale et festive à laquelle nous convions tous nos amis.

Nous vous tiendrons informés. Cerise sur un gâteau, cette réunion nous offrira le prétexte de fêter le vingtième numéro du périodique modeste et génial dont vous venez d'entreprendre la lecture.

Dans cet opus, vous naviguez entre le local et le global, ce qui est une des marques du mouvement altermondialiste dans lequel nous nous inscrivons. Des nouvelles du Lot avec nos partenaires de « Lot en action » à la présentation d'une association gersoise écologiste qui se bat pour faire vivre localement la démocratie dans la transparence en passant par la question de la gestion de l'eau à Toulouse... L'eau : bien commun de l'humanité et plus généralement du vivant ou denrée qui, en tant que telle, doit évidemment être payante et rapporter un maximum à des actionnaires ? Des éléments de réponse dans l'appel d'Evo Morales à toutes les bonnes volontés (les peuples, les mouvements sociaux, associations, et les défenseurs de la Terre Mère...) à participer au jour international de la Terre Mère, du 20 au 22 avril 2010 à Cochabamba. Appel relayé localement par le Mouvement Altermondialiste 46.

Global encore avec cet article sur les violences en Algérie, qui fait écho à la campagne de la Ligue des Droits de l'Homme en France sur les menaces qui pèsent de plus en plus sur nos libertés.

Global-local ; local-global ; pour nous tout est lié, c'est un des éléments structurant de la démarche altermondialiste, peut-être un fil conducteur pour la journée de bilan de l'AMP, studieuse et festive, à venir au mois de mai.

Alters Echos

PAGE BLANCHE A



la ligue des droits de l'Homme

SOMMAIRE...

page 2 : « Les pubs animés » Jean-Luc Coudray // « Femmes » Véronique Vinet

page 4 : « Haïti : D'une économie sucrière florissante à la pauvreté » Diego Delissaint // « Algérie : vers une crise majeure » Sofiane Rostomi

page 5 : « Conférence mondiale des peuples sur le changement climatique à Cochabamba »

page 6 : « Les enjeux de l'eau à Toulouse » Marc Laimé // « L'économie poétique » Yves Proal

page 7 : « Le Lot, retour en résistance » Laurent Cougnoux // « Lu ailleurs : le Républicain, Mali »

page 8 : « Contresens : le vivre-ensemble » Philippe Samson // « Relativisme quand tu nous tiens ! » Yves Proal

altersechos.over-blog.com

« ALTERS ECHOS » N° 19 EST PARU LE 19 MARS 2010

PAGE 1

SORTIR LES ENCOMBRANTS
LE 26 MARS AU SOIR



dessin : Chimulus

Comme l'équipe d'Alters Echos, n'hésitez pas à faire confiance à l'Imprimerie 34, Société Coopérative Ouvrière de Production, solidaire de nos luttes et de notre travail.



Les pubs animées

J'ai vu, il y a quelques temps, surgir dans les rues de Bordeaux des panneaux publicitaires déroulants et lumineux, en grand et petit formats, inondant les artères principales, les places et les rues du quartier sauvegardé, reconnu pourtant patrimoine mondial par l'UNESCO. Ces objets animés, attirant par le mouvement et la lumière, augmentent d'un degré supplémentaire la manipulation mentale. Les bondissements des publicités, déclenchés avec brutalité toutes les deux secondes, troublent la tranquillité de la vision, la possibilité d'un regard global, le repos d'une conscience en confiance. J'ai perdu la jouissance de ma ville, transformée en écran internet où des surprises programmées profanent ma quiétude. Cette contamination du paysage urbain s'est réalisée dans la plus grande discrétion, la plus totale indifférence, et dans un consensus national puisque je l'ai retrouvée à Paris, Bayonne, Toulouse, dans toutes les villes et banlieues.

J'ai écrit à la mairie de Bordeaux pour me plaindre de la vulgarité de ces panneaux, du gaspillage énergétique, de l'atteinte à la sécurité routière, de l'absence de concertation publique, de l'enlaidissement de la ville, de l'agression visuelle. Il

m'a été répondu que « l'instauration du règlement local de publicité a permis de déposer un nombre significatif de panneaux dans le Centre Historique de Bordeaux... en fonction du code de l'environnement et du règlement local » et que

donc pour fonction de distraire le conducteur, mettant les vies en danger. N'y aurait-il pas une plainte à étudier en ce sens ?

Par ailleurs, ces panneaux préfigurent les écrans, véritables télévisions publicitaires qui aliéneront plus encore l'espace visuel dans peu de temps.

Cette invasion illustre que mon espace de pensée appartient au Conseil Municipal qui peut en vendre le contenu aux grandes marques. Si je résiste, la technologie du mouvement et de la lumière se charge d'épuiser mes défenses. Mon espace intérieur est un produit qui m'échappe doublement : il est commercialisé à mon insu et je ne profite pas de cette vente.

Autrefois, la barbarie s'attaquait au corps. Aujourd'hui, la médecine soigne les corps, et l'esprit est agressé. Nous sommes torturés moralement sous surveillance médicale. Rappelons que les tortures, à Guant

namo, consistent notamment à infliger des chansons toute la journée, à imposer des agressions sensorielles. Mes rues sont devenues des lieux barbares.

Au moins, si on avoue, la torture cesse. Alors, que si je cède et me précipite dans la consommation, les publicités ne cesseront pas pour autant de m'agresser.

Jean-Luc Coudray



dessin : Jean-Luc Coudray

tout ceci « a fait l'objet d'un vote en Conseil Municipal ». C'est légal, c'est voté. Aucune réponse sur les arguments de fond.

Or personne n'aborde la question de la sécurité routière. Si la ville vend des supports publicitaires animés, c'est qu'elle en reconnaît l'efficacité, avouant alors qu'ils attirent l'attention. Ces dispositifs, installés souvent sur les ronds-points, ont

L'Avenir est notre poubelle L'alternative de la décroissance

de Jean-Luc Coudray
aux éditions Sulliver, collection Idées libres

Jean-Luc Coudray :

« Écologiste depuis toujours, j'ai baigné dans la pensée de Bernard Charbonneau et Jacques Ellul que fréquentait mon père. J'ai d'ailleurs illustré la revue *Combat Nature*, et notamment les articles de Bernard Charbonneau, de son fils Simon Charbonneau et même de sa femme Henriette, pendant vingt ans.

Ayant découvert un jour le Parti pour la Décroissance, je me suis présenté aux législatives à Bordeaux en mai 2007 en représentant ce Parti, et j'ai recueilli 365 voix pour 0,72 %, avec une indifférence totale des médias.

Constatant que les livres sur l'écologie ou la décroissance abordent les thèmes concernés avec des arguments rationnels et chiffrés, j'ai pensé qu'il serait intéressant de tenter de convaincre par la sensibilité, en proposant des liens et des recherches de sens d'une nature plus subjective, en utilisant ma propre subjectivité comme outil d'analyse. Voilà pourquoi j'ai écrit une série de textes, réunis sous le titre "L'Avenir est notre poubelle" chez Sulliver, où j'essaie de décrypter notre monde en partie par la manière dont il m'agresse : la forme de mon imprimante d'ordinateur, le tonioement télévisé, l'ambiguïté du réchauffement climatique, le morcellement de la page internet, etc. »



Avec humour et distance, Jean-Luc Coudray constate que nous marchons sur la tête et ne prenons pas le temps de nous poser les bonnes questions. Avant d'entreprendre une réflexion générale, ne faudrait-il pas que chacun d'entre nous se questionne sur son mode de vie ? Se demande s'il n'est pas en train de grever son avenir ?

À travers des questions en apparence ludiques et superficielles – Pourquoi avons-nous des nains de jardin et des nounous ? – mais aussi plus sérieuses – De quoi libère le libéralisme ? Pourquoi sommes-nous condamnés au travail ? – l'auteur analyse nos comportements.

De questions en réponses, Jean-Luc Coudray dresse le portrait de notre civilisation marchande et consumériste. Il confronte ainsi la réflexion morale et écologique à nos actions quotidiennes, tant à l'échelle personnelle qu'à l'échelle nationale et mondiale.

Peu à peu, il nous conduit à admettre que la folie productiviste a contaminé notre façon de penser et s'est insinuée dans nos comportements les plus anodins.

De manière précise et claire, Jean-Luc Coudray décrypte nos comportements et met en évidence le fossé parfois béant entre nos paroles et nos actes. À travers de courts chapitres pénétrants, il passe en revue nos habitudes de vie, allant de constats insolites à des analyses plus graves, sans jamais se départir d'un humour salvateur.

Femmes

Madame S. à Toulouse, marocaine divorcée, trois enfants à charge, prend le train toutes les fins d'après-midi pour venir faire trois heures de ménage à Toulouse. Elle est obligée de faire intervenir l'huissier car son ex-mari ne lui verse pas les 160 € mensuels de la pension alimentaire.

Florence Aubenas se teint en blonde, se retire à Caen et vit la vie des travailleurs précaires pendant 6 mois. Elle en fait un livre (Le quai de Ouistreham); toutes les bonnes feuilles sont dans les magazines. Et le chœur de gémir, de se couvrir la tête de cendres. Avait-on besoin de Florence Aubenas pour apprendre

que la vie d'un-e travailleur(se) précaire c'est dur ?

En Turquie, Medine Memi, 16 ans a été enterrée vivante dans le jardin familial. Son crime: avoir parlé à des garçons.

Elisabeth Badinter, dans son livre « Le Conflit » s'en prend au retour du naturalisme et, inquiète de ses dérives pour la libération de la femme, s'en prend aussi aux écologistes. BHL, jamais en retard d'une guerre lui emboîte le pas.

Zineb qui vivait à Castanet (31) sans papiers, qui travaillait depuis

quelques années et qui ne causait de tort à personne a été dé-non-cée. Donc elle vit à présent en centre de rétention en attendant son expulsion.

A Paris, cinq fermetures de Centres IVG sont programmées. C'est pareil dans toute la France. A part ça, on se rend compte que l'on a oublié les cours d'éducation sexuelle à l'école. Mais que fait Ségolène ?

Mme D. à Tarascon (09), 72 ans, a le choix entre le repas de midi ou sa facture de fioul. Elle a toujours travaillé à la ferme avec son mari, mais jamais déclarée, elle perçoit le

minimum vieillesse. (NB: elle serait chauffée à l'électricité, cela n'aurait rien changé).

Soukia Haïdar, Présidente de Negar, alerte les occidentaux sur la situation du droit des femmes en Afghanistan. Une quelconque participation des talibans au pouvoir mettraient à bas les quelques avancées durement acquises ces dernières années.

A Montauban (82), fin 2009, une exposition aux Galeries Lafayette intitulée « Femmes d'influences ». Prises au hasard dans la galerie de portraits, Mme Barrèges, maire de Montauban, démocrate pur sucre

comme chacun sait et Mme B. chef d'entreprise, une femme « à poigne » comme on dit. Vous avez dit « influences » ?

La liste est longue; il n'est pas trop de 365 jours pour célébrer la journée de la femme.

Véronique VINET

C'EST TOUS LES 3 MOIS, PARCIEL.



dessin : Chimulus

BRÈVES ...

NEW-YORK - EU - Un rapport de l'ONU estime qu'en Chine et en Afrique du Sud, la quantité de déchets d'ordinateurs pourrait croître de 200% à 400% d'ici 2020. En Inde, la croissance de ces rebuts pourrait atteindre 500% (ceci calculé par rapport à 2007). Pour les seuls téléphones portables, la croissance serait de 600% en Chine et 1700% en Inde sur la même période !

Les déchets électriques et électroniques (DEEE) contiennent une multitude de substances chimiques, jusqu'à soixante variétés dans un même appareil relève le rapport: métaux lourds, retardateurs de flamme, PVC. Des substances toxiques qui devraient être traités correctement. Aujourd'hui, dans le monde, pas moins de 40 millions de tonnes de ces déchets

sont générés chaque année : ordinateurs, télévisions, téléphones, mais aussi appareils photos, frigos ou jouets bardés de composants. Les Etats-Unis sont une fois de plus les leaders avec 3 millions de tonnes par an, devant la Chine (2,3 Mt).

BERLIN - Allemagne - La conservation des données de connexion a été jugée anti-constitutionnelle par la cour

constitutionnelle. La loi, adoptée en 2008, obligeait les fournisseurs d'accès à l'internet, et les prestataires de téléphonie, à conserver les traces de ce que font leurs abonnés sur les réseaux de télécommunication (y compris leur géolocalisation), pendant 6 mois. Elle visait à transposer la directive européenne sur la conservation des données adoptée en 2006 afin

de : pouvoir tracer et identifier la source d'une communication, sa destination, sa date, heure et durée ainsi que le type de communication, la machine utilisée et la location des équipements de communication mobile. La Cour a pour sa part estimé qu'il s'agissait là d'une « intrusion particulièrement sévère dans la vie privée d'une ampleur que notre système légal n'avait ja-

mais connu jusqu'à ce jour ». Les Cours constitutionnelles de Bulgarie et de Roumanie avaient elles aussi considéré comme anticonstitutionnelle la législation sur la conservation des données de connexion, l'Irlande ayant, quant à elle, déposé plainte contre la directive de 2006 devant la Cour européenne de justice.

PARIS - 75 - Le conseil de Paris

Appel citoyen de la ligue des droits de l'Homme

Chaque jour un peu plus, nos droits, nos libertés sont attaqués, fragilisés, remis en cause. Chaque jour un peu plus, la manière dont le pouvoir est exercé piétine les valeurs républicaines et menace la démocratie.

Face à ces dérives, il y a urgence, urgence à réagir et à construire ensemble. Nous en appelons à un nouveau contrat citoyen.

Rien ne nous condamne à subir l'injustice, à craindre l'avenir, à nous méfier sans cesse d'avantage les uns des autres. Rien ne nous prédestine à vivre dans une société de surveillance, de discriminations et d'exclusion.

Rien n'oblige à ce que le destin de tous ne soit plus que l'affaire d'un seul, que la politique ne soit plus que mise en scène, que la citoyenneté se réduise à des protestations éphémères.

Nous valons mieux que cela. Avant que le jeu des concurrences et des compétitions subalternes ne risque d'obscurcir la préparation d'échéances décisives, reprenons la parole. Mettons au centre des débats la défense des droits et des libertés, la demande d'égalité et de solidarités durables qui monte du pays. La démocratie est aujourd'hui asphyxiée ? Faisons-lui reprendre souffle et vie.

C'est le sens de notre campagne « Urgence pour les libertés, urgence pour les droits ». Dans des dizaines de réunions publiques, de rencontres avec la population, les militants de la Ligue des droits de l'Homme écoutent et partagent le refus de l'inacceptable et l'espoir d'un vrai changement. Avec les acteurs de la société civile, associations, syndicats, collectifs et réseaux citoyens qui pratiquent le « devoir de résister » et font vivre l'« insurrection des consciences », ils recherchent des alternatives crédibles pour un nouveau « vivre ensemble ».

Ainsi, au fil des échanges, émergent des attentes concrètes et précises. Pour y répondre, nous mettons en débat des propositions porteuses d'un avenir plus humain, plus juste et plus solidaire.

La fin du cumul des mandats, le droit de vote pour les étrangers aux élections locales, la désignation non partisane des membres du Conseil constitutionnel et des Autorités indépendantes.

La suppression de la « rétention de sûreté », des « peines planchers » automatiques et des tribunaux d'exception ; la priorité aux alternatives à la prison et l'interdiction des « sorties sèches » sans accompagnement des fins de peine en milieu ouvert ; la fin des contrôles au faciès, de l'emploi militarisé des forces de police face aux « classes dangereuses » ; la sanction des violences policières et la création d'une vraie police de proximité, au service de la sûreté de tous et du respect des citoyens.

Le refus du fichage généralisé, l'encadrement par la loi des fichiers de police ; la maîtrise des

technologies de la surveillance, du fichage et du traçage, la garantie judiciaire de la protection des données personnelles et de la vie privée.

La défense de l'égalité face au racisme, au sexisme et aux discriminations : l'interdiction de toute prise en compte de données personnelles relatives aux « origines géographiques » ; l'engagement pour la « mixité des droits » et l'adoption d'une loi-cadre sur les violences faites aux femmes.

L'abrogation des lois xénophobes, la régularisation des familles des écoliers, des travailleurs, de tous ces sans-papiers qui vivent ici, qui travaillent ici et qui resteront ici parce que personne n'a intérêt à leur expulsion et que c'est avec eux que nous construirons notre avenir.

La défense, la reconstruction et la modernisation des services publics, richesse de tous les territoires ; une politique du logement social porteuse de mixité sociale, de solidarité territoriale et de préservation de l'environnement ; la priorité à l'école publique, qui seule accueille tous les enfants sans discriminations, le rétablissement du statut public de La Poste, la suppression des franchises médicales, l'abrogation du bouclier fiscal et de l'injustice fiscale organisée ; une vraie « sécurité sociale professionnelle » adaptée aux risques d'aujourd'hui et la sécurisation des contrats de travail ; bref, le choix de l'égalité et des solidarités contre la précarité et la mise en concurrence de tous avec tous.

Voilà autant d'« urgences » pour les droits de l'Homme et pour la citoyenneté, voilà les bases possibles d'un véritable changement qui redonnerait de l'oxygène à la démocratie et de l'espoir dans l'avenir.

La Ligue des droits de l'Homme appelle tous les citoyens à se saisir de toutes ces urgences, à les porter et à les mettre en débat. Elle propose à tous ses partenaires, acteurs de la société civile, d'en discuter et, à partir des attentes et des demandes des mouvements de défense des droits, de bâtir un « Pacte pour les droits et pour la citoyenneté ». Car les citoyens ont le droit de savoir ce qu'en pensent les forces politiques et si les candidats qui solliciteront bientôt leurs suffrages entendent faire réellement le choix d'une société de libertés, d'égalité et de solidarités.

Ensemble, nous le pouvons !



La ligue des droits de l'Homme



Campagne de la LDH

La ligue des droits de l'Homme, dans la lignée des combats qu'elle a menés depuis l'affaire Dreyfus qui fut à l'origine de sa création, lance une campagne nationale sur le thème : « Urgence pour les libertés, pour les droits. »

Dans la continuité de son rapport annuel sur l'état des droits de l'Homme en France, dont le dernier opus était intitulé « Une démocratie asphyxiée », la LDH engage une réflexion citoyenne et politique de fond. Elle invite les citoyens, les associations et partis politiques qui le désirent à s'emparer des thèmes de ce débat :

- Pour oxygéner la démocratie, mettre fin au cumul des mandats !
 - Démocratiser la décentralisation !
 - Traiter dignement les demandeurs d'asile et respecter leurs droits !
 - Contre le fichage généralisé, protéger les données personnelles !
 - Pour un suffrage vraiment universel !
 - Les droits de l'enfant dans le France de 2009 ;
 - EDVIGE, combattre la récidive !
 - Une justice accessible à tous, égale pour tous !
 - Pour une police proche des citoyens et respectueuse de leurs droits !
 - Emploi, logement, santé : en finir avec la précarité ?
 - Finissons-en avec l'inhumain : régularisons les sans-papiers !
 - Ecole, hôpital, Poste, sécu : pour l'égalité sur le terrain, priorité au service public !
 - Technologies de surveillance pour des autorités vraiment indépendantes !
- A Toulouse, une première réunion publique a eu lieu le mercredi 13 janvier à la salle du Sénéchal, en présence de Michel Tubiana, président d'honneur de la LDH. Le calendrier des actions à venir menées par les sections de la région Midi-Pyrénées est consultable sur le site : <http://ldh-midi-pyrenees.org/>

Oui il y a urgence, tant le délitement d'un système fondé sur les valeurs qui sont les nôtres et qui s'appuie sur notre socle anthropologique est sournois mais mené sciemment avec une cohérence et une efficacité redoutables.

La France, pays des droits de l'Homme ?

Peut-être, pourquoi pas ?

Mais ce doit être un combat de tous les jours !



dessin : Jean-Luc Coudray

BRÈVES...

a finalement entériné la mise en place du plan 1000 caméras (baptisé par ses promoteurs : plan de vidéo protection pour Paris) à l'initiative de la préfecture de police, en votant une délibération prévoyant un soutien financier municipal de cinq millions d'euros aux travaux d'installation.

NICE - 75 - Avec 620 caméras de vidéosurveillance à la fin

de l'année (1 caméra pour 600 habitants), Nice sera bientôt la commune la plus surveillée de France devant au palmarès Paris, qui dispose d'une caméra pour 2000 habitants.

PERTH - Australie - Un ingénieur en informatique de l'université de Crawley, Peter Kovesi, a fait paraître une étude sur la cécité technique des systèmes de vidéosurveillance. Quand il

s'agit d'identifier un inconnu (avec une caméra de vidéosurveillance), l'oeil humain a du mal à suivre. Un taux de 20% à 30% d'erreurs a été mesuré quand il s'agit d'identifier une personne sur la foi d'une vingtaine d'images issues de systèmes de télévision en circuit fermé. Dans une première expérience, 12% des cobayes se sont trompés d'individu, et 18%

ont déclaré ne pas du tout reconnaître l'individu témoin et finalement 70% l'ont reconnu. Dans une seconde expérience, l'individu témoin n'était pas présent dans les 20 séquences du test. Pourtant 70% ont déclaré reconnaître le témoin.

KAMPALA - Ouganda - Un séminaire contre l'homosexualité vient de se tenir pour « définir les causes et les traitements de

l'homosexualité, ainsi que [pour] prévenir son apparition ». Organisé par Family Life Network, une organisation évangélique américaine proche du président Yoweri Museveni, ce rassemblement a élaboré une liste de directives pour lutter contre l'homosexualité. Cette conférence est une sorte de riposte contre la justice ougandaise, qui a donné gain de cause à

deux homosexuels jugeant discriminatoire leur emprisonnement. Bien que le chef de l'État reste convaincu qu'« il n'y a pas d'homosexuels dans le pays », cette pratique est passible en Ouganda de la prison à vie. Depuis sa prise de pouvoir en 1986, Yoweri Museveni harcèle régulièrement la communauté gay et lesbienne dès qu'il veut détourner l'attention de pro-

Haiti : d'une économie sucrière florissante à la pauvreté (du XVe siècle à la fin du XIXe siècle)

« Seule la connaissance historique peut réduire le risque de répétition des erreurs déjà commises. L'ignorance de l'histoire ne peut qu'accroître la probabilité de commettre les mêmes erreurs, ou de nouvelles ». (Jean CRUSOL)



Le prolongement de la reconquête et de la libération de l'Espagne de la colonisation musulmane va se faire avec la colonisation du Nouveau Monde. Des vagues de colonisation se succèdent. La colonisation se présente comme l'extension, outre Atlantique, du processus de reconstruction des Etats Européens et de la mondialisation du capitalisme occidental. Pour cette reconquête et à la recherche de la route vers l'Inde, Christophe Colomb touche cette nouvelle terre le 5 décembre 1492 -Haïti aujourd'hui (1) - qu'il baptise Hispaniola. Il va faire place nette, en expulsant, massacrant et réduisant en esclavage les Caraïbes présents dans l'île.

Le temps a fait son œuvre, jusqu'à la colonisation française vers 1625. L'organisation de la production se met en place dans la colonie. D'abord, avec le sucre, une nouvelle perspective économique s'ouvre dans l'île à la fin du 18e siècle. De là, Haïti, Saint-Domingue à l'époque, rentre en piste. Près d'un tiers de ses 28 000 km² est cultivable. En 1700, cette île produisait 2 900 tonnes de sucre. Elle frôle les 80 000 tonnes en 1790. Sa richesse est telle qu'on la surnomme la « perle des Antilles ». C'était le premier producteur mondial de sucre.

L'économie sucrière esclavagiste se développe jusqu'à ce revers de médaille. En effet, vers les années 1793, on va assister à l'insurrection des esclaves de Saint-Domingue, avec comme chefs de file Toussaint Louverture, Dessalines, Christophe et Pétion. L'armée de Leclerc va être tenue en échec par les troupes Haïtiennes. L'indépendance de l'île est proclamée le 28 Novembre 1803 et célébrée le 1er janvier 1804 sous le nom de république d'Haïti.

Une naissance dans la fierté car nous sommes le premier pays

noir indépendant au monde et le deuxième de l'hémisphère Américain. Ceci dans la douleur puisque la population a été réduite de 523 000 à 380 000 habitants. Des entrepreneurs et des élites ont disparu... L'économie de la perle des Antilles était anéantie. Haïti entamait dans de mauvaises conditions l'histoire tourmentée qui sera la sienne jusqu'à nos jours. En 1825, le gouvernement de Jean-Pierre Boyer accepte, sous la menace des canons, de payer à la France une indemnité de 150 millions de francs pour la reconnaissance de l'indépendance du pays. De là, les capacités d'investissement de l'Etat et de toutes les couches sociales du pays sont réduites à néant et cet état de fait va mettre le pays à genou. De ce fait, pour se rendre populaire, Boyer va accélérer le mouvement de morcellement des terres en renforçant la société paysanne. Il est chassé en 1843. Le pays sombre alors dans une véritable anarchie qui durera jusqu'à l'occupation Américaine (1915-1934). Les troubles incessants provoqués



par les coups d'état militaires et les soulèvements répétés des « piquets et cacos (2) » avaient empêché tout développement économique. En dépit de toutes ces turbulences, une reprise des plantations va se faire. Certains grands propriétaires noirs, mulâtres, héritiers des confiscations de la révolution se remettent à produire de la canne. De vastes exploitations de 500 à 10 000 hectares, utilisant de nouvelles méthodes sont mises en place ; des usines produisant plus de 70 000 tonnes de sucre se sont installées. Des exportations de sucre reprennent en Haïti : 3 500 tonnes en 1820, 35 000 tonnes 15 ans plus tard mais le niveau de production ne retrouvera jamais son niveau d'avant la révolution.

Cette libération de main d'œuvre occasionnera deux transformations importantes à cette économie sucrière : un secteur de plantation de grandes propriétés avec un niveau technologique relativement élevé et un secteur de petits et très petits exploitants agricoles. Ce modèle va être l'une des causes de l'organisation de la société Haïtienne où Haïti est le prototype du second secteur avec ses caractéristiques. Si la petite propriété peut constituer une base de modernisation sociale, la poursuite des morcellements jusqu'à

l'atomisation foncière ne peut aboutir qu'à la régression sociale et technologique. De cette réduction à une taille non-économique des propriétés résulte une misère croissante pour les paysans qui débouche sur l'analphabétisme, la révolte aveugle, une grande instabilité politique et constitue un terreau favorable aux régimes dictatoriaux, populistes et corrompus. (...) à suivre

Diego Delissaint, étudiant en sciences économiques à Toulouse School of Economics.

(1) Haïti est le nom Amérindien de l'île et veut dire « terre des hautes montagnes ».

(2) paysans révolutionnaires haïtiens qui tentèrent de s'opposer à l'occupation de l'île.

Références : Jean CRUSOL, *les îles à sucre (de la colonisation à la mondialisation)*, LesPerséides, 2007.

A lire dans le prochain Alters Echos (mai/juin) : l'économie haïtienne dans la mondialisation.



« l'union fait la force »

Algérie : vers une crise majeure

Le pays se trouve face à une nouvelle période grave de son histoire. Amorcée depuis le coup de force constitutionnel qui a conduit à la réélection de Bouteflika pour un troisième mandat, elle entre dans une phase aiguë.

En dépit du fiasco économique, de la dégradation insupportable des conditions de vie malgré une aisance financière historique, des atteintes récurrentes à la démocratie et aux droits de l'homme, pour la majorité des algériens meurtris par la décennie « rouge », le régime de Bouteflika a été une régression nationale « acceptable » du moment où régnait un semblant de paix.

Mais en l'espace de quelques semaines, cette perception qui a permis pendant longtemps au pouvoir de se maintenir sans gros problèmes a volé en éclats.

La succession des contestations ouvrières massives, l'extension de la grève dans la fonction publique et les émeutes quasi permanentes qui secouent les villes et hameaux du pays illustrent la fracture entre le pouvoir et l'immense

majorité de la population. Par sa localisation, sa simultanéité et sa détermination, le mouvement social donné pour mort depuis fort longtemps signe brutalement son retour sur la scène nationale. L'échec de la politique libérale, la prodigieuse incompétence des élites cooptées par le système et la corruption généralisée qui va de la simple « tchiba » aux énormes affaires impliquant les nouveaux milliardaires n'expliquent que partiellement ce profond mécontentement. Le mal est plus profond.

L'irruption de cette contestation puissante et multiforme coïncide avec l'aggravation des violentes luttes intestines au sein du système. La confrontation frontale entre les clans du pouvoir a atteint un pic irréversible avec l'éclatement du scandale de corruption qui touche Sonatrach (la plus grande entreprise du pays qui assure 98 % des rentrées financières du pays) ainsi que celui qui éclabousse le projet de l'autoroute est-ouest, présenté comme le chantier du siècle, pour avoir englouti plus de 13 milliards de dollars. L'élimination physique du Colonel Ali Tounsi, tout puissant Directeur Général de

Sûreté Nationale dans son bureau par un de ses subordonnés renseigne sur les déchirements au sommet de l'Etat.

Affaibli par la maladie, usé par plus d'une décennie de pouvoir, Bouteflika se mure dans un lourd silence. Le fait est suffisamment remarquable pour ne pas passer inaperçu. Pour la première fois depuis son arrivée au pouvoir, le président algérien n'a prononcé aucun discours ni fait d'apparition publique à l'occasion de la célébration de la nationalisation des hydrocarbures, décidée par le président Houari Boumediene le 24 février 1971.

Cependant, faute d'alternative politique crédible, le régime est en mesure de continuer à se régénérer au milieu de ce chaos généralisé dans lequel s'enfoncent l'Algérie. Sauf, si paradoxalement, le système va finir par s'auto éliminer épargnant ainsi une nouvelle guerre civile au pays.

Sofiane Rostomi

LIVRES ...

Ébène

de Ryszard Kapuscinski (2002).

Grand reporter, écrivain, Ryszard Kapuscinski a su, comme nul autre, témoigner de l'Afrique. Envoyé comme correspondant



pour l'Agence de presse polonaise à partir de 1958, il a toujours évité les itinéraires officiels et les quartiers réservés aux Européens pour leur préférer la rencontre avec les habitants. Sous sa plume, la chronique du quotidien — sur les modes de vie, les mœurs, les croyances, sur ses propres expériences en tant que « Blanc » — nous en apprend autant que les reportages sur un coup d'État ou une guerre civile.

BRÈVES ...

blèmes nationaux gênants.

BÂTON-ROUGE - EU - En Louisiane, la chaîne de grande distribution Wall-Mart vend une Barbie noire deux fois moins cher que la même Barbie blanche : 3\$ pour la noire, 5,93\$ pour la blanche. Selon la direction, les Barbie noires se vendaient moins bien que les blanches. Il s'agit donc d'une décision purement commerciale...

PARIS - 75 - En Europe, 17 % de la population européenne est pauvre (proportion de personnes qui vivent avec moins de 60 % du revenu médian, celui qui sépare la population en deux, la moitié recevant moins que ce revenu, l'autre plus.) Le taux va de 11 % aux Pays-Bas à 23 % en Bulgarie. Le Royaume-Uni enregistre 19 % de pauvres, mais le seuil de pauvreté

britannique est beaucoup plus élevé que le seuil Roumain si l'on considère cette donnée en valeur absolue.

PARIS - 75 - L'obésité est deux fois plus répandue dans les catégories les moins favorisées (13,8 % chez les ouvriers, 13,2 % chez les employés) que dans les catégories plus aisées (7,1 % pour les cadres supérieurs). La hausse de la part des

adultes obèses entre 1997 et 2006 a été la plus importante chez les ouvriers et les employés (respectivement + 5,0 et + 5,4 points), la plus faible chez les cadres supérieurs, + 1,3 point.

QUITO - Equateur - Le gouvernement a créé par décret Enfarma Company, une société pharmaceutique publique. Sa fonction principale est la livraison

de médicaments aux centres de service de santé publique. Les responsables se donnent 6 mois pour commencer à commercialiser et à distribuer des médicaments génériques.

ASUNCION - Paraguay - Le gouvernement a tenu sa promesse de campagne de rendre gratuite la santé publique. Presque tous les services de santé publique sont devenus gratuits

dans l'ensemble du pays.

MOSCOU - Russie - Installation « anti-pluie » : le ciel de Moscou a été (en partie) nettoyé de ses nuages le 23 octobre 2009 grâce au *lustre de Tchijevski*, affirment les organisateurs de cette expérience. Ses résultats ont, disent-ils, dépassé toutes leurs espérances : selon les prévisions des météorologues, la pluie devait cesser à l'appro-

Conférence mondiale des peuples sur le changement climatique à Cochabamba (Bolivie)



Appel :

Considérant que le changement climatique est une menace réelle pour l'existence de l'humanité, des êtres vivants et de notre Terre Mère telle que nous la connaissons aujourd'hui,

constatant le grave péril existant pour les îles, les zones côtières, les glaciers de l'Himalaya, des Andes et des montagnes du monde, les pôles de la Terre, les régions chaudes comme l'Afrique, les sources d'eau, les populations touchées par les désastres naturels croissants, les plantes et les animaux, et pour l'écosystème en général ;

soulignant que les personnes les plus touchées par le changement climatique seront les plus pauvres de la planète, qu'elles verront leurs foyers et leurs sources de vie détruits et qu'elles seront obligées d'émigrer et de chercher un refuge ;

confirmant que 75% des émissions historiques de gaz à effet de serre sont apparus dans les pays irration-

nellement industrialisés du nord ;

Constatant que le changement climatique est le produit du système capitaliste ;

regrettant l'échec de la Conférence de Copenhague à cause des pays dit "développés" qui ne veulent pas reconnaître la dette climatique qu'ils ont envers les pays en voie de développement, les futures générations et la Terre Mère ;

affirmant que pour garantir le plein respect des Droits de l'Homme au XXI^e siècle, il faut reconnaître et respecter les Droits de la Mère Terre ;

réaffirmant le besoin de lutter pour la justice climatique ;

reconnaissant le besoin d'assumer des actions urgentes afin d'éviter des dommages plus importants et des souffrances à l'humanité et à la Terre Mère, et de rétablir l'harmonie avec la nature ;

certaines que les peuples du monde,

guidés par les principes de solidarité, justice et respect de la vie, seront capables de sauver l'humanité et la Terre Mère ;

et commémorant le jour international de la Terre Mère,

le Gouvernement de l'Etat Plurinational de la Bolivie convoque les peuples, les mouvements sociaux et les défenseurs de la Terre Mère du monde entier, et invite les scientifiques, les chercheurs, les juristes et les gouvernements qui veulent travailler avec leurs peuples, à la Conférence Mondiale des Peuples sur le Changement Climatique et les Droits de la Terre Mère, qui aura lieu **du 20 au 22 avril 2010 à Cochabamba, Bolivie.**

Les objectifs de la Conférence Mondiale des Peuples sur le Changement Climatique et les Droits de la Terre Mère sont :

1) Analyser les causes structurelles et systémiques qui provoquent le changement climatique et proposer les mesures de fond qui permettront

le bien-être de l'humanité toute entière en harmonie avec la nature.

2) Discuter et s'accorder sur le projet de la Déclaration Universelle des Droits de la Terre Mère.

3) Convenir des propositions des nouveaux engagements pour le Protocole de Kyoto et pour les projets de décisions de la Convention des Nations Unies sur le Changement Climatique qui guideront les actions des gouvernements défenseurs de la vie lors des négociations sur le changement climatique dans toutes les instances des Nations Unies, sur les points suivants :

- a) La dette climatique,
- b) Les migrants-réfugiés du changement climatique,
- c) La réduction des émissions,
- d) L'adaptation,
- e) Le transfert de technologie,

f) Le financement,

g) Les forêts et le changement climatique,

h) La vision partagée,

i) Les peuples indigènes

j) D'autres points.

4) Travailler sur l'organisation du Référendum Mondial des Peuples sur le Changement Climatique.

5) Analyser et établir un Plan d'Action pour avancer dans l'établissement d'un Tribunal de Justice Climatique ;

6) Définir les stratégies d'action et de mobilisation pour la défense de la vie face au changement climatique et pour les Droits de la Terre Mère.

Bolivie, le 5 janvier 2010

Evo Morales Ayma

Président de l'Etat Plurinational de la Bolivie

Appel

Conférence mondiale des peuples sur le changement climatique à Cochabamba.

De Copenhague à Cochabamba ou du cynisme des États dominants à l'espérance portée par les Peuples

Après l'échec programmé du dernier sommet de Copenhague, le gouvernement bolivien organise en avril prochain, une rencontre des peuples sur le réchauffement climatique et pour la défense des droits de la Terre Mère (la Pachamama).

Un appel à participation internationale a été lancé de Bolivie le 5 janvier 2010.

Gérard, un de nos amis, présent alors à Cochabamba en prévision du sommet, nous a immédiatement informés de cette remarquable initiative.

Convaincu que l'objet de cette conférence internationale est inséparable des luttes des peuples contre l'oppression et l'exploitation, nous souhaitons répondre à cette invitation, pour d'une part partici-

per activement à cette confrontation, et rapporter aussi un témoignage de cet événement.

Nous lançons donc un appel à souscription et participation pour obtenir les fonds nécessaires.

Tous les souscripteurs seront informés régulièrement de l'avancement des travaux de cette Conférence Mondiale.

Vous pouvez souscrire même modestement, en envoyant vos chèques ou virement à l'ordre de l'association : Larguons Les Amarrés - Conférence Cochabamba, à l'adresse suivante : Lionel Gouésigoux Les Pradiés 46150 LES JUNIES ou virement au compte CCP de l'association : numéro 375 02 J 030 Marseille.

Vous trouverez le texte (en fran-

çais) de l'Appel du président Evo Morales Ayma de l'Etat Plurinational de la Bolivie sur le site :

<http://goudouly.over-blog.com/article-conference-mondiale-des-peuples-sur-le-changement-climatique-a-cochabamba-44040222.html>

Et le programme de cette Conférence Mondiale sur le site : <http://cmppc.org>

Nous tenons à informer les souscripteurs que si l'opération Conférence Cochabamba ne pouvait se réaliser pour cause de prix excessif du billet outoutes autres raisons, ils seraient intégralement remboursés de leurs souscriptions.

Les membres du Mouvement Altermondialiste 46



photo : C. Toutant

BULLETIN D'ADHESION à l'AMP

AE-19

A retourner accompagné du chèque correspondant à :

Association « **les AMI-E-S DE L'ALTERNATIVE EN MIDI-PYRENEES** » C/° -
Véronique Vinet 5 rue du général d'Amade - 31200 Toulouse

Cotisations annuelles : (cot. simple) (cot. + « Alters Echos »)

Pour ceux qui ont peu de revenus :	5 €	.....	12 €
Revenus autour de 1000 € :	10 €	.....	22 €
Revenus autour de 1500 € :	20 €	.....	32 €
Revenus entre 2000 € et 3000 € :	30 €	.....	42 €
Revenus supérieurs à 3000 € :	50 €	.....	62 €
Personnes morales : entre 30 € et 150 € (selon importance et budget)			

Nom : **Prénom :**

Adresse :

Téléphone : **Portable :**

Mail :

BRÈVES ...

che de la nuit, alors qu'elle s'est arrêtée en pleine journée. « Il s'agit de la première expérience d'envergure. C'est pourquoi nous avons choisi un jour de pluie difficile », a expliqué Igor Zorine. « Notre installation ne malmène pas les nuages. Elle ne fait que les repousser en altitude, ce qui fait qu'ils cessent de constituer une menace de pluie. » La technologie d'amé-

lioration du temps a été élaborée sur la base de méthodes électrophysiques reposant sur l'installation originale qu'est le lustre de Tchijevski. L'installation est pointée vers le ciel et fonctionne de la manière suivante : elle crée un puissant flux vertical d'ions d'atomes d'oxygène, chargés négativement. Ces ions entrent en interaction avec l'humidité atmosphérique. Ce

faisant, ils s'associent aux molécules d'eau. De l'énergie est dégagée, la température s'élève, et la nébulosité se disperse. Récemment aussi le maire de Moscou, Youri Loujkov, annonçait qu'il souhaitait prendre des mesures pour épargner des chutes de neige à la capitale... **BRASILIA - Brésil** - Une étude de l'Institut de Recherche pour le Développement analyse les

fluctuations climatiques à long terme sur les cinq pays du bassin de l'Amazonie (Brésil, Pérou, Bolivie, Colombie et Equateur). L'étude montre une nette tendance à la diminution des précipitations, avec une baisse relative d'environ 9% entre 1975 et 2003. Toutefois, cette baisse globale cache de grandes disparités annuelles, à l'image de l'épisode de sécheresse record

qu'a connue l'Amazonie en 2005, avant des crues sans précédent en 2009.

TERGUCIGALPA - Honduras - le coup d'envoi à la privatisation de l'eau a été donné en vendant dans un premier temps la centrale hydroélectrique José Cecilio del Valle à une firme italienne. Les 90 localités du Sud ont menacé de prendre possession des installations et

d'en couper les chemins d'accès. Les dirigeants communautaires des départements de Valle et de la Choluteca (sud du Honduras) se sont mis d'accord suite à une assemblée qui s'est déroulée dans la ville de Jicaro Galán, pour prendre le réservoir et pour bloquer les routes, si le Congrès National n'annule pas cette décision qui affecte la fourniture en eau potable d'en-

Les enjeux de l'eau à Toulouse



dessin : Micko

Déception et interrogations après l'annonce de la poursuite du contrat de Veolia : Le maire de Toulouse, M. Pierre Cohen (PS), également président de la nouvelle communauté urbaine, a fait connaître son choix, consécutif à un audit de la gestion de l'eau dans la ville, confiée à Veolia depuis 1990 par l'ancienne majorité municipale, le 29 janvier 2010, lors de ses vœux à la presse.

Déception pour les usagers puisque l'hypothèse d'une reprise de la gestion en régie dès 2015 s'estompée. Tensions au sein de la majorité municipale et de celle de la communauté d'agglomération, puisque la poursuite du contrat détenu par Veolia jusqu'à 2020 semble bien contredire les engagements de campagne de la nouvelle équipe municipale. Interrogations aussi sur les véritables fondements d'un choix qu'éclaire heureusement un bimensuel économique local (1), qui a remarquablement suivi l'affaire depuis plusieurs mois.

Le dossier n'est pas clos pour autant puisque l'annonce par M. Pierre Cohen qu'il optait pour la poursuite du contrat de Veolia jusqu'à son terme prévu en 2020, alors même qu'un audit juridique a établi qu'il pouvait être remis en cause dès 2015, ne règle pas pour autant nombre de problèmes, dont rien ne permet d'être assuré que la ville va pouvoir les surmonter dans les mois qui viennent. Ceci sans même évoquer l'hypothèse de voir les usagers multiplier, avec quelques chances de succès, les recours contre la prorogation d'une situation clairement illégale.

Le maire de Toulouse se satisfait d'une baisse du tarif de l'eau d'un montant de 25%, acceptée par Veolia, et accepte de laisser l'actuel contrat de délégation aller à son terme jusqu'en 2020.

Premier problème, cette baisse ne porte que sur la part « eau » de la facture, qui ne « baisserait » donc que de 12% environ. Et encore dans un premier temps, puisqu'un « indice » destiné à ajuster chaque année le tarif sur l'inflation est maintenu, même si l'indice antérieur, excessivement inflationniste, a été revu à la baisse.

BRÈVES ...

viron 120 000 personnes.

MADRID - Espagne - Il y aura désormais des essais de cotonniers génétiquement modifiés dans le pays.

PEKIN - Chine - Extrait d'une déclaration du Directeur de la division « Semences Grandes Cultures et Biotechnologie » de Monsanto en Chine : « En Chine l'agriculture reste un enjeu stratégique ce qui n'est

plus le cas ni en France, ni en Europe. Dans l'hexagone, il n'y a pas suffisamment de grandes entreprises qui travaillent dans l'agriculture à l'image de grandes firmes comme EADS, Areva... ».

PARIS - 75 - BASF souhaite lancer, d'ici à 2011, la procédure d'homologation pour deux nouvelles pommes de terres OGM, dont une destinée à

l'alimentation humaine, après avoir obtenu un feu vert européen à sa pomme de terre Amflora. Le groupe a précisé qu'il s'agissait d'un « long processus » et qu'une décision finale « est attendue d'ici à 2015 ». « Nous travaillons à d'autres produits, dont une pomme de terre résistante au mildiou ». Cette pomme de terre, baptisée Fortuna et destinée à l'alimentation

humaine, est basée sur une variété européenne et contient des gènes d'une pomme de terre sud-américaine. « Nous avons fait des essais en plein champ, en Suède, en Allemagne, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni et en République tchèque ; nous en sommes très contents et nous voulons naturellement demander son autorisation », a indiqué BASF.

BANGALORE - Inde - Un ancien directeur de Monsanto India, Tiruvadi Jagadisan, vient de déclarer que la firme avait fourni des « données scientifiques falsifiées » aux autorités indiennes pour obtenir des autorisations de mise sur le marché. « Le Central Insecticide Board - organisme de sécurité sanitaire indien - était censé prendre ses décisions à partir de données

spécifiques à l'Inde. Mais il s'est finalement contenté de données provenant de l'étranger, fournies par Monsanto. Ils n'ont même pas un tube à essai pour valider les données qui, parfois, ont été truquées » a déclaré l'ancien directeur, avant de continuer : « Je me suis retiré de la compagnie lorsque j'ai senti que Monsanto USA exploitait notre pays ». **ROME - Italie** - Le gouver-

Second problème, majeur. La ville perçoit chaque année, et affecte à son budget général, depuis 1990, une « redevance » dont le montant actuel s'établit à 5 millions d'euros annuels. Or cette redevance est parfaitement illégale !

Il en est d'ailleurs de même pour une redevance similaire perçue au titre de

la compétence assainissement, elle aussi déléguée à Veolia. Puisqu'une redevance perçue auprès des usagers de l'eau doit être impérativement affectée au budget annexe de l'eau et de l'assainissement, et non « ventilée » vers le budget général.

Dans le cas particulier de Toulouse, comme le contrat de délégation liant la ville à Veolia précise qu'il ne s'agit pas d'une « redevance d'occupation du domaine public communal », dont les montants viennent d'ailleurs d'être revus très sérieusement à la baisse par un décret dont la parution était attendue depuis des années, ladite redevance versée chaque année par Veolia au budget général de la ville n'ayant aucune justification, est donc parfaitement illégale.

En se proposant de modifier par voie d'avenant un contrat contenant une disposition aussi manifestement illégale, la ville encourt le risque d'être immanquablement condamnée quand le Tribunal administratif sera saisi du litige. Et un avenant va nécessairement devoir être signé, puisque la ville a convenu avec Veolia que celle-ci prendrait à sa charge un certain nombre de travaux, comme le détaille le communiqué de la ville.

Par ailleurs la mairie revendique sa « sagesse » en excipant qu'en application de l'arrêt « Commune d'Olivet », elle s'exposait à se voir condamnée à verser à Veolia, au titre d'indemnités liées à la fin du contrat de DSP avant son terme, soit en 2015 et non en 2020, une indemnité d'un montant de 9 à 40 millions d'euros. Argument fallacieux.

La ville a conduit, et il faut lui en reconnaître le mérite, une série d'audits, dont l'un, financier, établit que dès 2009 Veolia a intégralement récupéré le montant des investissements qu'elle a réalisés depuis 1990 dans le cadre de ce contrat de concession.

Les prévisionnels d'exploitation établis pour la période 2015-2020 font apparaître que les bénéfices de Veolia sur cette période s'établiraient à 50 millions d'euros. Le calcul est donc simple : mieux vaudrait se priver des services

de Veolia dès 2015, et faire l'économie du versement d'une marge bénéficiaire de 50 millions d'euros, quitte à lui verser de 9 à 40 millions d'euros d'indemnités !

Ceci d'autant plus, et on atteint ici au comble, que si, comme tout l'atteste, les redevances versées depuis 1990 par Veolia à la ville sont illégales, elles ne doivent donc pas être prises en compte dans le calcul des amortissements des financements effectués par le délégataire, et donc des indemnités que la ville devrait, par hypothèse, verser à l'opérateur...

D'ailleurs quand la ville va devoir soumettre au Trésorier payeur général (TPG), son intention de proroger Veolia à partir du 1er janvier 2015, et jusqu'en 2020, comment le TPG pourrait-il avaliser la poursuite du versement d'une redevance illégalement perçue par Veolia auprès des usagers de l'eau toulousains ? Sauf à voir un TPG avaliser une illégalité manifeste, l'affaire va donc inévitablement

rebondir, comme le laisse augurer la lettre ouverte adressée à Pierre Cohen par l'association Eau Secours 31 le 11 janvier dernier (2).

Et la ville, comme sa nouvelle majorité, ont perdu l'occasion d'en finir avec une situation qui leur promet encore bien des déboires...

Marc Laimé, journaliste et sociologue, auteur du « Dossier de l'Eau, pénurie, pollution, corruption » Editions du Seuil.

site <http://www.eauxglacees.com>

1: La Gazette du Midi

2: Affaire à suivre dans nos prochains numéros, où nous évoquerons : l'actualité du dossier, les illégalités du contrat, les intérêts de la régie...



dessin : Titom

Guerres de l'eau

A l'heure où, à Toulouse, sur la question de l'eau les faux-semblants et les fausses avancées sont décrites ci-dessus, il est impossible d'oublier que des batailles de l'eau - au sens premier - ont bien eu lieu. D'autres couvent... Nous ne pouvons oublier, en Bolivie, Cochabamba, d'autant que Morales nous y invite (lire page 5). En avril 2000, la révolte, connue comme la Guerre de l'eau, a été un événement marquant dans l'histoire des luttes sociales contre les grandes entreprises transnationales qui ont cherché fortune dans les pays latino-américains. Avec leurs protestations incessantes, des milliers d'habitants de Cochabamba ont obtenu du gouvernement national qu'il fasse marche arrière sur le contrat de concession qui octroyait, pour 40 ans, le service et la distribution d'eau de la ville à l'entreprise Aguas del Tunari - filiale de Bechtel - en même temps qu'il abolissait la Loi 2029, qui faisait de l'eau une marchandise. Aujourd'hui, au Honduras, le nouveau pouvoir entame la privatisation de l'eau... **AE**

L'économie poétique

La vie elle-même a tendance à s'économiser pour l'individu et la planète : C'est ainsi que la quantification, l'efficacité et la rentabilité immédiate deviennent les critères explicatifs incontournables de chaque décision, de chaque comportement. Cette économie-là tend toujours à instrumentaliser l'homme au nom d'un principe de réalité, et à confisquer les choix politiques au nom d'un principe d'optimisation. De moyen devenant but, elle impose des conditions et des modes de vie qu'on pourrait croire uniques ; elle admet comme évidence la nécessaire gestion matérielle des contraintes. Comme s'il n'y avait de réserves que de pétrole, minerais, terre ou eau ! En fait nous avons des réserves infinies de bonheur, de paresse, de paroles, de créativité, d'amour et d'humour, de générosité aussi. Le désintéressement peut très bien compenser l'intérêt, le don l'échange, le partage l'appropriation, l'écoute l'indifférence, l'entraide l'égoïsme.

Soyons beau disait le poète, nous sommes

capables de tant. Faisons de notre vie une poésie. Prendre le temps est-ce moins raisonnable que de le vendre ? Renoncer au superflu est-ce plus terrible que de l'accumuler ? La dimension artistique est à réhabiliter dans nos choix, dans nos manières de penser et d'agir. Puisse dans nos ressources de joie, d'altruisme et de conviction. Allions « le pessimisme de l'intelligence à l'optimisme de la volonté » écrivait de sa prison Antonio Gramsci (1891-1937). Faisons de l'invisible étouffé la perspective complice des unions à venir.

Toute création est humaine, tout humain est créateur, et même si toute création a un coût, si elle est contrainte, elle accompagne l'avènement de la vie juste car fusionnelle et festive. Que chaque parole, chaque pas, chaque effort, chaque geste se colorisent de la dimension poétique du respect de l'autre, donc de soi.

Yves PROAL

Le Lot, retour en Résistance

Mais que se passe-t-il dans le Lot ? Après la lutte des citoyens contre la décision de la SNCF de supprimer 15 arrêts de trains dans les gares de Gourdon et Souillac, le dépôt de plaintes collectives contre Base-élèves au début de l'été dernier (le record en France), la lutte acharnée des France Télécoms et des agents EDF, depuis quelques mois des collectifs citoyens naissent spontanément pour défendre l'environnement ou les services publics. Retour sur ce retour en Résistance.

«Tous Ensemble Pour Les Gares» est un mouvement de citoyens qui ont décidé de se

battre contre la décision unilatérale de la SNCF de supprimer 15 arrêts de trains sur la Ligne Paris-Limoges-Toulouse, condamnant ainsi les gares de Gourdon et Souillac. Il aura fallu trois années de luttes acharnées, des rassemblements pour forcer les trains à s'arrêter, durant 160 dimanches, sans faillir, un procès

à Cahors, un second à Agen pour que la SNCF accepte finalement de rétablir 10 des 15 arrêts de trains de grande ligne. Plus récemment, le journal citoyen du Lot en Action a pu révéler des projets comme celui d'un village aéronautique en plein



photo : L. Cougnoux

Parc Naturel des Causses (projet abandonné à la suite de la création d'un collectif et de la mobilisation des populations avoisinantes), celui d'un lotissement « hors la loi » à St Céré en infraction avec le code de l'urbanisme (là encore, mobilisation citoyenne qui a conduit l'affaire devant le tribunal administratif), l'affai-

re de la pollution à la créosote sur le site SNCF de Biars (la médiatisation et la mobilisation ont permis de débloquer la situation et d'obliger la SNCF à assumer ses responsabilités), le projet d'une centrale d'enrobé à chaud, en plein Parc Naturel et juste au-dessus de la rivière souterraine de l'Ouyse, classée Espace Naturel Sensible (création d'un collectif, sensibilisation des élus qui ont tous voté contre et afflux record pour une enquête publique). Pour comprendre cette mobilisation, il est nécessaire de savoir que le département du Lot a été choisi par le chef de l'état comme LE département pilote pour sa réforme cachée sous l'acronyme OSE (Organisation des Services de l'Etat). Les hôpitaux ferment, les bureaux de Poste, refonte des services (avec perte d'effectifs) tels que la DRIRE, la DGCCRF, la DDE, etc. Les lotois ont décidé de dire STOP, la coupe est pleine, et les préparatifs pour le No Sarkozy Day du 27 mars vont bon train, dans le Lot, mais également à Toulouse (le siège de l'association nationale du No Sarkozy Day est dans le Lot !).

Laurent Cougnoux

... A lire... A télécharger... A diffuser... A faire connaître...

Bleue comme une orange* vient de publier un livret « Initiatives autour du développement local durable et solidaire » qui traite des thématiques suivantes : autoproduction, compostage, transports collectifs innovants, installations agricoles, restauration collective, foncier agricole et monnaies sociales.

Le livret à télécharger sur : www.bleuecommeuneorange.org

*Bleue comme une orange est une association toulousaine d'éducation à l'environnement et à la citoyenneté ouverte sur l'économie sociale et solidaire. Elle mène une série d'actions (ateliers pédagogiques, formation, accompagnement, animation de réseaux, organisations de projections, de conférences, de débats...) sur des thématiques variées : transport, énergie, alimentation, déchets, agriculture, développement local...

36 rue Bernard Mulé 31400 Toulouse 05 61 34 25 21

contact@becofr

CLIN D'ŒIL A UNE ASSO...

« **PAROLE de Terre** » se consacre depuis septembre 2009 à revitaliser la démocratie locale, sauvegarder l'environnement et maîtriser l'urbanisme dans notre petit bout de campagne au fin fond du Gers, entre Auch et Mont-de-Marsan.

Le mitage du paysage par des maisons construites à la va-vite se devait d'être stoppé : la bulle spéculative immobilière incitant à se loger là où le terrain est peu cher. De plus, les fermetures d'exploitations agricoles (retraite, difficultés économiques), en remembrant les terres, suppriment de magnifiques chemins ruraux et détruisent nombre d'espaces naturels. Enfin, la technique rend maintenant possible le remodelage de collines entières, les destructions d'alignements d'arbres et de haies, ...

Mais pas de réponses aux questions posées aux municipalités : elles venaient de gens qui n'étaient pas nés ici ! Il y avait bien aussi un problème de citoyenneté et de démocratie locale.

Scruter les affaires communales a alors révélé de bien curieuses pratiques : pas d'annonces ni de compte-rendus des conseils municipaux, absence de registres légaux, conivences diverses... La population est peu nombreuse ici, mais l'espace est immense et les enjeux importants. La grande crise écologique et économique nécessite de repenser la vie dans le monde rural : habitat et transport, agriculture et environnement. Et la réforme des collectivités territoriales, selon ce qu'elle sera, impactera fortement l'exercice de la citoyenneté, dont on a pu ici juger bien concrètement les manques !

Site internet : <http://paroledeterre.0fees.net/>



ailleurs... Le Républicain, quotidien du Mali

Si en juillet 2008, Sarko n'avait pu se rendre dans le maquis colombien pour ramener Ingrid Bettancourt qui venait d'être libérée de force, il aura pu, au moins, faire l'escalade de Bamako pour serrer la main de Pierre Camatte fraîchement relâché par l'Emir salafiste Abouzeid depuis les contreforts de Tegargar, dans la Région de Kidal.

Par ce détour qui prend beaucoup du temps d'un chef d'Etat et qui est peu indiqué pour la couche d'ozone surtout pour un militant chevronné de Copenhague, tout cela, de surcroît, pour un blé dard vosgien que son turban a bien failli pendre, le président français donne plus de valeur à la citoyenneté française. Un citoyen ordinaire en Afrique, jouir d'un tel privilège ? Ceci relèverait de la fable. C'est donc cela la première leçon que Nicolas Sarkozy nous enseigne en venant recevoir son compatriote des mains du président Touré. Y a-t-il d'autres leçons ? Sans doute, mais les signaux qu'envoie ce voyage impromptu sont plus importants.

Commençons par le tout premier : même le Figaro avait annoncé le Mali comme première destination africaine du président Sarkozy dans la foulée de son élection 2007 et dans le cadre du meurtre promis et attendu de la Françafrique. La Realpolitik l'a voulu autrement : Bamako le cédera à Niamey pour cause d'uranium, Dakar (parce que Segolène Royal y déclarait des racines ?), Libreville (deux fois) et Luanda pour le pétrole, sans doute et enfin Brazzaville pour la symbolique d'un second discours de la valence de celui de 1945 par un certain De Gaulle.

Ce que quatorze millions de Maliens n'ont pas pu avoir, Camatte l'aura eu. Il est vrai, et c'est le second message, la présence du Français aux côtés de son homologue malien, est pour ce dernier une source de réconfort au moment où deux voisins - l'Algérie et la Mauritanie - qui partagent avec le Mali environ 3000 km de frontière ont clairement signifié leur désaccord vis-à-vis du traitement de l'affaire Camatte. Ce n'est

pas, cependant, du maître de l'Elysée, la présence de quelques heures sur les bords du fleuve Niger qui recollerait les trous de la jarre percée. Il faut plus de travail et c'est normal que nous attendions Sarkozy sur ce front. Or demain, il ne sera plus à Bamako, et Paris rouvrira le dossier de l'immigration malienne.



Pire, si la Mauritanie est influençable et même à la poid de Washington n'est pas à ignorer, il n'est pas sûr qu'une quelconque pression marcherait sur Alger avec laquelle Paris a d'ailleurs un contentieux historique aussi passionnel qu'inextricable. Camatte aura laissé ses plantes médicinales à Menaka. Et Sarko, qui

a un bilan intérieur à défendre et un nouveau mandat à briguer, ne penserait pas alors à Amadou Toumani Touré en se rasant.

B. Daou

Le Républicain est seul responsable du contenu cet article

BRÈVES ...

nement italien a annoncé qu'il attaquerait devant la Cour constitutionnelle trois régions ayant adopté des lois contre la construction de centrales nucléaires sur leur territoire. Ces trois régions du sud du pays sont gouvernées par l'opposition de gauche. Les régions italiennes, réunies dans le cadre de la Conférence des régions, viennent d'adopter une résolu-

tion marquant leur opposition au programme nucléaire du gouvernement. Onze régions sur vingt ont par ailleurs déposé un recours auprès de la Cour constitutionnelle contre ce programme. Rome avait annoncé en 2008, dès le retour au pouvoir de S. Berlusconi, sa volonté de renouer avec le nucléaire. Pourtant, il y a 21 ans, les Italiens y avaient renoncé

lors d'un référendum tenu après la catastrophe de Tchernobyl.

REMLINGEN - Allemagne - L'ancienne mine de sel d'Asse qui accueille depuis plus de 40 ans des déchets nucléaires de faible et moyenne activité à vie longue est à nouveau au coeur d'un scandale passé sous silence en France. Dès les premiers dépôts, ce « centre de recher-

che modèle », présenté comme parfaitement étanche, était déjà sujet à des infiltrations d'eau. Aujourd'hui, ce ne sont pas moins de 12 m³ d'eau qui pénètrent chaque jour dans la mine ; des affaissements ont déjà eu lieu, les galeries fragilisées menacent de s'effondrer sur les déchets et la saumure dans laquelle baignent les fûts risque à moyen terme de

contaminer les nappes phréatiques et les sols d'une région entière. A noter enfin la présence de 28 Kg de plutonium (dont 10 microgrammes suffisent à tuer un être humain) au milieu des déchets de faible et moyenne activité. Il y a dans la mine 126 000 fûts, dont on ignore l'état de corrosion.



dessin : JL Courroy

« Quand les mots perdent leur sens, les hommes perdent leur liberté »

Confucius

« le vivre-ensemble »

En mai 1998, dans le Monde Diplomatique, Ignacio Ramonet insiste sur « la perte du vivre ensemble » quand « la logique de la compétitivité a été élevée au rang d'impératif naturel de la société ».

En février dernier, dans son rapport annuel, Jean-Paul Delevoye, médiateur de la République fait le constat « d'une société qui se fragmente, où le chacun pour soi remplace l'envie de vivre ensemble, où l'on devient de plus en plus consommateur de République plutôt que citoyen ».

Ces deux analyses - il y en a d'autres - d'hommes aux sensibilités pour le moins différentes, laissent apparaître en filigrane que vivre ensemble semble une notion essentielle mais perdue.

Ce sentiment de vivre ensemble qui ne peut être, **sur le principe**, que consensuel s'il s'agit de mettre en avant la solidarité, la fraternité, le respect de l'autre avec ses différences aurait volé en éclat, abîmé par la compétitivité et l'individualisme qui en découlent... Vivre ensemble : en somme, de bonnes intentions autour de la justice sociale, du bien commun, de la place des hommes et

de leurs rapports dans la cité.

Mais cette idée visiblement ouverte d'une société avec tous ses flux incontournables et nécessaires, avec ses réalités, ses évolutions, doit prendre en compte que ses contours d'aujourd'hui ne seront pas ceux nécessairement de demain. Vivre ensemble dans les années 70 ou 90, ou vivre ensemble en 2010, ce n'est pas tout à fait pareil... Entre temps, le lien social est en stand-by. Reste à reconstruire une démocratie en mal de lien.

Donc, ce consensus sur la notion de vivre ensemble devrait au moins laisser une possibilité au débat, au réajustement, à l'évolution.

Article et tiret moins anecdotiques que ça...

Nous avons subtilement glissé de vivre ensemble à « **le vivre-ensemble** » qui devient un nom commun et semble tout à coup un objet défini, identifié, fermé. « **Le vivre-ensemble** » aurait trouvé une identité et ne serait pas en permanence en train de la construire. Selon Stéphane Dawans philologue

et philosophe, « dans le contexte de mondialisation et globalisation, ce nouveau signifiant pour le moins ambigu prend sens à la fois comme symbole éthique et comme indice d'un mal politique. Et s'il revient sans cesse dans le « catéchisme » démocratique, c'est que son emploi sert le plus souvent de dédouanement : la pauvreté de l'ambition politique étant en quelque sorte compensée par la hauteur de la visée éthique. (...) Dans « **le vivre-ensemble** », on ne retrouve pas la même idée de cohésion, de projet partagé ou, n'hésitons pas, de contrat social (n'oublions pas que Rousseau parlait de « corps moral et collectif »).

Par exemple, Mme. Alliot Marie, dans le cadre de son mouvement « Le chêne », le « Grand Atelier de l'Unité nationale » se décline ainsi : 1/qu'est-ce qu'être Français? 2/comment concevez-vous l'idée d'Unité nationale? 3/ vos propositions pour réussir le « **Vivre Ensemble** ». (« Une France de confiance qui rassemble, qui unit et qui assure **le vivre-ensemble** sur son territoire. »)

Une façon d'aborder la chose...

Stéphane Dawans : « En tant qu'indice, « **le vivre-ensemble** » traduit bien le triomphe des valeurs libérales - comme si l'on n'espérait plus ni solidarité ni fraternité, en cette nouvelle période de malaise dans la civilisation. Une démission politique que le symbole tente de cacher tant bien que mal sous le vernis fragile d'une éthique de bien-pensants ».

Au fait..., amusez-vous à frapper sur votre moteur de recherche favori : «vivre-ensemble démission politique ».Vous le verrez corrigé par « vivre-ensemble décision politique »...



Philippe Samson

dessin : Chimulus

Relativisme quand tu nous tiens !

Alors vous leur trouvez un petit film sympa, ben non c'est simpliste ! Vous dégotez un article peu commun, un bouquin bien tourné, une chanson réaliste, un journal original... ils (elles) sont toujours sur la réserve ! Je me dis que ces gens-là doivent produire des choses magnifiques, doivent nourrir des réflexions passionnantes, doivent penser des moyens ingénieux, doivent réaliser des solutions mirifiques pour pouvoir être aussi intransigeants.

Sont-ce les mêmes ? vous suivez les échanges entre militant(e)s et vous vous émerveillez de tant d'intelligence, vous remerciez celle ou celui qui vous a fait connaître ceci ou interrogé sur cela, vous souriez à

l'humour d'un(e) tel(le) et vous approuvez la position exposée, ou appréciez les arguments à charge ou à décharge... et vous trouvez dans la montagne de correspondance un trait assassin portant sur une virgule, une attaque en règle portant sur l'anodin, une remontrance outrancière portant sur *peanuts*, une prise de position marquée au coin du « bon » sens qui est celui de qui on devine, une sentence qui se dit n'en être point, un mot que l'on sait blessant, une litanie hypnotique... et vous revenez à ce petit film, cet article, ce bouquin, cette chanson, ce journal... et vous vous dites : chouette quand même !

Yves PROAL

CINÉMA... Le choix d'Utopia Toulouse et Tournefeuille

Si vous ne devez en voir qu'un ...

« Une éducation »

De Lone Scherfig - GB - 2009

Subtilité. C'est le premier sentiment qui émerge du travail de Lone Scherfig. Et ambiguïté. En effet, il s'agit du parcours de Jenny, 16 ans, dans l'Angleterre du début des années 60. Jenny est particulièrement douée pour les études, et se prépare à intégrer Oxford. Son univers s'étend des limites du collège au quartier de Twickenham où elle vit et étouffe sous le poids des conventions dans une famille qui n'a certainement pas manqué de voter pour le conservateur d'alors : Harold Macmillan. Et c'est par le biais de son violoncelle, symbole, lui aussi, de l'éducation parfaite programmée et sans surprise, que le film de sa vie basculera vers des horizons londoniens moins traditionnels et stéréotypés. On pourrait tomber dans l'affaire de droits communs, le détournement de mineure. Le spectateur devine rapidement que l'aventure qui se présente, incarnée par le beau David généreux et exubérant n'est pas

un passeport pour un voyage sans risque. Pourtant... Ambiguïté : on a quand même envie de se laisser entraîner avec l'héroïne, dans ce monde d'envies et de vie et laisser father et mother avec leur thèière et leur cache-thèière. Ambiguïté, car un brin de raison, comme Jenny, nous retiendrait pourtant dans le tissage du cocon familial et son ronron. Subtilité, car la réalisatrice, derrière deux mondes qui semblent s'opposer dans l'explosion des possibles dans les têtes des années 60, ne se retranche pas dans un discours manichéen. Les choses sont plus complexes : chaque personnage a un double qui apparaît subtilement pour troubler nos pistes de spectateurs. Des interprètes excellents... Des traits d'humour parfois grinçants... Carey Mulligan (Jenny), y est vraiment plus que formidable.

Philippe Samson

ABONNEZ-VOUS À « ALTERS ECHOS » ! AE-19

Abonnement 6 numéros par an 12 €
Abonnement de soutien €

Libellez votre chèque à l'ordre de
« les AMI-E-S DE L'ALTERNATIVE EN MIDI-PYRENEES »
et envoyez-le à Véronique Vinet 5 rue du Général d'Amade - 31200 Toulouse

Nom : Prénom :

Adresse :

Téléphone : Portable :

Mail :

ALTERS ECHOS a besoin de lecteurs...

Après l'avoir lu, ne le jetez pas : laissez le vivre. Donnez le à votre voisin, faites le voyager en bus, métro ou train en l'oubliant pour un lecteur inconnu. Exposez le dans une salle d'attente : celle de votre médecin ou de votre dentiste. Allumez une mèche en le posant chez votre coiffeur. Glissez le sur le zinc de votre bistrot préféré entre une mousse et un café...

Contacts départements :

31 : Philippe Samson
philippe.samson@yahoo.fr
32 : Philippe Rabier
philipperabier@wanadoo.fr
65 : Pierre Noël
pierre Noel65@yahoo.fr

81 : Claude Rossignol
claude01r@free.fr
82 : Philippe Debaigt
philippe.debaigt@wanadoo.fr

ALTERS ECHOS - Bimestriel / n°19
ISSN 1779 - 918X
CPPAP 0608 G 88205

Directeur de la rédaction :

Philippe Samson

Conception graphique : Joe Rabie

Mise en page : Anne Dufour, Estelle Redor

Abonnements : Véronique Vinet
5 rue du Général d'Amade 31200
Toulouse

Co rédaction du numéro 19 :

R. Chamagne, JL Coudray, L. Cougnoux, B. Daou, D. Delissaint, M. Laimé, Association « Ligue des Droits de l'Homme », Mouvement Altermondialiste 46, Association Parole de terre, Y. Proal, S. Rostomi, P. Samson, V. Vinet

Photos : L. Cougnoux, C. Toutant
Dessins : Chimulus, JL Coudray, P. Lacan, Micko (Creative Commons by-nc-nd), Titom (illustrations Titom mise à disposition selon la licence Creative Commons by-nc-nd 2.0 be www.titom.be)

ALTERS ECHOS est le journal des
Ami-e-s de l'Alternative en Midi-Pyrénées

Imprimé par l'Imprimerie 34 - 6 rue
Bagnolet 31100 Toulouse

Mail : altersechos@yahoo.fr

Prochaine parution : mai 2010

ALTERS ECHOS

a été imprimé sur papier recyclé
avec des encres végétales.

Solidarité - Altermondialisme - Ecologie
Alternative en Midi-Pyrénées